réserve y participent, pas plus du tiers de la tribu. Ils ont bien utilisé ces 100,000 dollars. L'article 6 du bill limite à 100,000 dollars le montant qu'une bande ou une tribu indienne sur une réserve peut emprunter. Selon l'un des articles suivants du bill, trois personnes, autres que des Indiens, peuvent emprunter 100,000 dollars.

J'affirme que ce principe est mauvais. Il est honteux, à une époque où l'égalité est considérée juste et équitable. Il est mauvais dans une société juste, dans toute société du XX^e siècle. J'ai déjà proposé un amendement à l'article 5 du bill et je suis prêt à en proposer un à l'article 6. Aucun des députés ministériels n'a appuyé mon amendement à l'article 5.

Une voix: Personne non plus n'appuiera celui à l'article 6.

M. Horner: Un député soutient que personne non plus n'appuiera un amendement à cet article. Je tiens à ce que tous les députés ministériels de l'arrière-plan, saisissent la signification de l'amendement que je propose. Il signifiera que trois personnes, autres que des Indiens, n'égalent pas toute une bande d'Indiens comme cet article le laisse entendre. Si vous n'êtes pas de l'avis du député de Crowfoot cela voudra dire que d'après vous trois personnes égalent ce nombre d'Indiens. C'est là en substance le point sur lequel vous vous prononcerez. Je tiens à ce que chacun des députés de l'arrière-plan, phoques savants, s'arrête à cette considération au lieu de se laisser guider par tout ce que le ministre ou le premier ministre propose, surtout parce que ce dernier se moque bien de Crowfoot.

J'ai beaucoup d'estime pour Crowfoot. J'ai vu le monument situé près de Gleichen, en Alberta, où le chef Crowfoot et le colonel MacLeod ont signé le traité de paix. Je m'y trouvais... (*Exclamations*)

Les députés se hâtent peut-être trop de rire. Je m'y trouvais récemment avec le chef Yellowfly, aujourd'hui administrateur, et M. Adam Solway, aujourd'hui chef de la réserve. J'ai été très impressionné par le profond respect...

Une voix: Lui, recevoir beaucoup respect.

M. Horner: Cette boutade ne fait que déconsidérer son auteur, que je ne nommerai pas. Je me trouvais là et j'ai été très impressionné par le profond respect dont jouit la mémoire du chef Crowfoot. J'ai été fort impressionné par l'attitude des Indiens devant la conduite du chef Crowfoot, qui a signé le traité de paix avec le colonel MacLeod. Dans tout l'Ouest canadien, à l'époque,

les Indiens voulaient se soulever à l'appel au combat de Gabriel Dumont et de Louis Riel, lors de la bataille de Batoche. Les Indiens voulaient de toutes parts répondre à l'appel, mais le chef Crowfoot les arrêta.

M. le président: A l'ordre, s'il vous plaît. J'invite le député de Crowfoot à revenir aux dispositions de l'article 6.

• (9.20 p.m.)

M. Horner: Monsieur le président, je suis sûr que vous me pardonneriez, ainsi que les autres députés, de m'être laissé emporter pendant un instant. Je représente une circonscription qui porte le nom d'un grand Canadien et, à mon avis, l'article à l'étude est une honte pour le gouvernement actuel et le ministre. Le ministre de l'Agriculture vient de l'Ouest canadien et représentait jadis une partie de la région dont je parle.

L'article 17A proposé stipule:

La Société peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure un accord avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien...

Je vois que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est à sa place. Je suis heureux de voir qu'il participe au débat. Je lui demanderais si, à son avis, une bande d'Indiens vaut trois personnes qui ne sont pas des Indiens.

M. Perrault: C'est ridicule et vous le savez.

M. Horner: Quelqu'un dit que cela est ridicule et que je le sais. Je demanderai au député de lire le paragraphe 4 de l'article 6, qui se trouve à la page 5 du projet de loi. Si ce que j'ai dit est ridicule, j'ai hâte de voir comment il votera sur l'amendement que je veux présenter maintenant. Je propose, monsieur le président:

Que tous les mots suivant le mot «loi» qui figure à la quatrième ligne du paragraphe 4, à la page 5, soient supprimés et remplacés par: «sera déterminé par un accord entre la Société et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.»

Cet amendement ne propose aucune modification radicale, monsieur le président. J'aimerais que tout le monde l'accepte. Si le ministère du Nord canadien et le gouverneur en conseil croient que le projet de loi ne devrait pas permettre à une bande d'Indiens de contracter un emprunt de plus de \$100,000, libre à eux d'agir en conséquence. Mais ils devraient au moins avoir le courage de ne pas déclarer en public que trois personnes qui ne sont pas des Indiens valent toute une bande d'Indiens. Montrons-nous équitables dans un